

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
18 mars 2004  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre, en date du 15 mars 2004, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Me référant à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, signé le 11 mars 2004 à La Haye, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit (voir annexe).

Conformément à l'article 12, l'Accord entrera en vigueur 30 jours après la signature, le 10 avril 2004.

Conformément à l'article 27 du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord fait officiellement savoir par la présente au Conseil de sécurité qu'il est disposé à recevoir les condamnés aux fins d'exécution des peines au Royaume-Uni, conformément aux dispositions de l'Accord et à compter de la date de son entrée en vigueur.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe en tant que document du Conseil de sécurité

(Signé) Emyr Jones Parry



**Annexe à la lettre en date du 15 mars 2004,  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

**Accord entre l'Organisation des Nations Unies  
et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord concernant l'exécution  
des peines prononcées par le Tribunal  
pénal international pour l'ex-Yougoslavie**

L'Organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ci-après dénommé « le Tribunal international » et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ci-après dénommé « le Royaume-Uni »;

*Rappelant* l'article 27 du Statut du Tribunal pénal international adopté par le Conseil de sécurité par la résolution 827 (1993) du 25 mai 1993, aux termes duquel les peines d'emprisonnement prononcées par le Tribunal pénal international sont exécutées dans un État désigné par le Tribunal international sur la liste des États qui ont fait savoir au Conseil de sécurité qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés;

*Notant* que le Royaume-Uni est disposé à exécuter les peines prononcées par le Tribunal international;

*Sont convenus de ce qui suit :*

**Article premier**

**But et champ d'application de l'Accord**

Le présent Accord règle les questions ayant trait à toutes les demandes adressées au Royaume-Uni à l'effet d'assurer l'exécution des peines prononcées par le Tribunal international ou découlant desdites demandes.

**Article 2**

**Procédures**

1. Le Greffier du Tribunal international (ci-après dénommé « le Greffier »), avec l'approbation du Président du Tribunal international (ci-après dénommé « le Président »), adresse au Royaume-Uni une demande tendant à assurer l'exécution d'une peine.
2. Le Greffier soumet la demande au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, par l'intermédiaire de l'ambassade britannique à La Haye.
3. Le Greffier communique au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni les documents ci-après joints à la demande :
  - a) Une copie certifiée conforme du jugement;
  - b) Une description détaillée de l'infraction à laquelle se rapporte la peine d'emprisonnement;

c) Une déclaration précisant la durée de la peine déjà purgée, notamment tout renseignement concernant une éventuelle détention provisoire, toute réduction de peine ou toute autre mesure de nature à modifier les conditions ou la durée de la détention;

d) Le cas échéant tout rapport médical ou psychologique concernant le condamné, toute recommandation utile à la poursuite d'un traitement au Royaume-Uni ou tout autre élément pertinent pour l'exécution de la peine; et

e) Tout document établissant l'identité et les date et lieu de naissance du condamné ainsi que ses liens éventuels, familiaux ou autres, avec le Royaume-Uni ou tout autre raison motivant la demande;

4. Les autorités nationales compétentes du Royaume-Uni statuent sur la requête du Greffier, conformément à la législation nationale, et le Royaume-Uni informe rapidement le Tribunal de sa décision d'accéder ou de ne pas accéder à cette requête.

### **Article 3**

#### **Exécution de la peine**

1. Dans l'exécution de la peine prononcée par le Tribunal, les autorités nationales compétentes du Royaume-Uni sont tenues par la durée de ladite peine.

2. Les conditions de détention sont régies par la législation du Royaume-Uni, sous réserve du contrôle du Tribunal, conformément aux dispositions des articles 6 à 9 du présent Accord.

3. Les conditions de détention sont équivalentes à celles applicables aux prisonniers purgeant des peines prononcées en vertu du droit du Royaume-Uni et sont conformes aux normes pertinentes relatives aux droits de l'homme.

### **Article 4**

#### **Transfert du condamné**

1. Le Greffier prend les dispositions nécessaires pour le transfert du condamné du Tribunal aux autorités compétentes du Royaume-Uni. Avant ce transfert, le Greffier informe le condamné de la teneur du présent Accord. Le transfert a lieu à la date et à l'endroit convenus par le Royaume-Uni et le Greffier.

### **Article 5**

#### ***Non bis in idem* (Règle de la spécialité)**

Le condamné ne peut être traduit devant une juridiction du Royaume-Uni pour des faits constituant des violations graves du droit international humanitaire au sens du Statut du Tribunal pour lesquels il a déjà été jugé par celui-ci.

### **Article 6**

#### **Inspection**

1. Les autorités compétentes du Royaume-Uni autorisent le Comité européen pour la prévention de la torture et de peines ou traitement inhumains ou dégradants (ci-après dénommé « le Comité ») à effectuer à tout moment et périodiquement des visites d'inspection touchant les conditions de détention et le traitement du condamné, la fréquence des visites étant laissée à la discrétion du Comité. Le

Comité soumet au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth et au Président du Tribunal un rapport confidentiel fondé sur les conclusions de ces inspections. Ce rapport confidentiel ne sera communiqué par le Président du Tribunal à aucune personne ou entité sans le consentement du Gouvernement du Royaume-Uni.

2. Le représentant du Royaume-Uni et le Président se consultent sur les conclusions des rapports visés au paragraphe 1. Le Président peut par la suite demander au Royaume-Uni de lui rendre compte de toutes modifications des conditions de détention proposées par le Comité.

#### **Article 7** **Information**

1. Le Royaume-Uni informe immédiatement le Greffier des faits suivants :

- a) Dans six mois, la peine aura été purgée;
- b) Le condamné s'est évadé avant d'avoir fini de purger sa peine;
- c) Le condamné décède;
- d) Dans six mois, la libération anticipée sera envisageable pour une peine équivalente prononcée par un tribunal national relevant de la compétence du Royaume-Uni où a été transféré le condamné.

2. Nonobstant le paragraphe précédent, le Greffier et le Royaume-Uni se consultent sur toutes les questions relatives à l'exécution de la peine à la demande de l'une ou de l'autre partie.

3. Le Greffier, pendant l'exécution de toute peine visée par le présent Accord, peut fournir au Royaume-Uni tout rapport ou autre renseignement demandé par celui-ci qui concerne l'exécution de la peine et se trouve en sa possession.

#### **Article 8** **Libération anticipée, grâce et remise de peine**

1. Si la législation nationale en vigueur au Royaume-Uni permet au condamné de bénéficier d'une libération anticipée, d'une grâce ou d'une remise de peine, le Royaume-Uni en informe le Greffier à l'avance et l'avise à cette occasion de toute circonstance régissant les conditions de libération anticipée, grâce ou remise de peine.

2. Le Président du Tribunal décide, après consultation avec les juges dudit tribunal, s'il y a lieu ou non d'accorder le bénéfice de la libération anticipée, de la grâce ou de la remise de peine. Le Greffier communique la décision du Président au Royaume-Uni. Si le Président estime qu'il n'y pas lieu d'accorder la libération anticipée, la grâce ou la remise de peine, le Royaume-Uni agit en conséquence.

#### **Article 9** **Cessation de l'exécution de la peine**

1. L'exécution de la peine cesse :

- a) Lorsque la peine est purgée;
- b) Lorsque le condamné décède;

- c) Lorsque le condamné est gracié ou bénéficie d'une remise de peine;
  - d) Après une décision du Tribunal visée au paragraphe 2 ci-après.
2. Le Tribunal peut, à tout moment, décider de requérir la cessation de l'exécution de la peine au Royaume-Uni et le transfert du condamné sous la garde d'un autre État ou du Tribunal.
3. Les autorités compétentes du Royaume-Uni mettent fin à l'exécution de la peine dès qu'elles sont informées par le Greffier de toute décision ou mesure à la suite de laquelle la peine cesse d'être exécutoire.
4. Après la cessation de l'exécution de la peine dans les conditions prévues par le présent Accord, le Royaume-Uni peut transférer ou expulser le condamné selon qu'il convient et en conformité avec ses obligations internationales.

#### **Article 10**

##### **Impossibilité d'exécuter la peine**

Si, à tout moment après que la décision a été prise d'exécuter la peine, la poursuite de son exécution s'avère impossible, pour toute raison juridique ou pratique, le Royaume-Uni en informe rapidement le Greffier. Celui-ci prend les dispositions voulues aux fins du transfert du condamné. Les autorités compétentes du Royaume-Uni ménagent un délai d'au moins soixante jours, à compter de la notification faite au Greffier, avant de prendre toute autre mesure à ce sujet.

#### **Article 11**

##### **Frais**

Le Tribunal prend à sa charge les dépenses occasionnées par le transfert du condamné à destination et en provenance du Royaume-Uni, à moins que les parties en conviennent autrement. Le Royaume-Uni acquitte tous les autres frais encourus dans le cadre de l'exécution de la peine.

#### **Article 12**

##### **Entrée en vigueur**

Le présent Accord entrera en vigueur trente jours à compter de la date de sa signature par le Tribunal et le Royaume-Uni.

#### **Article 13**

##### **Durée de l'Accord**

1. Cet Accord reste en vigueur pendant toute la durée de l'exécution des peines du Tribunal par le Royaume-Uni requis aux termes et conditions du présent Accord.
2. Après consultation, chacune des Parties peut mettre fin au présent Accord sur notification écrite à l'autre Partie avec préavis de deux mois. Il ne peut être mis fin au présent Accord avant que les peines auxquelles il s'applique soient purgées ou cessent d'être exécutoires et, le cas échéant, avant le transfert ou l'expulsion du condamné en provenance du Royaume-Uni une fois que la peine a été purgée ou a cessé d'être exécutoire.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé le présent Accord.

Fait à La Haye, le  
en langue anglaise.

deux mil quatre, en double exemplaire,

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :  
Ambassadeur de Sa Majesté à La Haye

Pour l'Organisation des Nations Unies :  
Greffier adjoint du Tribunal pénal international  
pour l'ex-Yougoslavie

---